



Élus à la CAD Nationale PNT CETE

Grand-Quevilly, le 3 avril 2013

Ministère de l'Ecologie, du Développement
durable, et de l'Energie

Secrétariat Général

Direction des Ressources Humaines

***Sous direction de la modernisation et de la
gestion statutaire***

Mme la Présidente de la CAD PNT CETE

Bureau MGS 3 – Damien Metivier

Tour Pascal B

92055 LA DEFENSE Cedex

Madame, Monsieur

A l'occasion de la réunion de préparation de la CAD 2013, vous avez invité les élus à vous faire part de leurs questions afin de préparer au mieux les travaux de la CAD qui se réunira le 11 avril prochain.

I – Suite de la CAD 2012

Comme vous nous l'aviez indiqué à l'occasion d'un échange de courriels, en date du 7 novembre 2012, nous souhaiterions que nous soit présenté le bilan définitif des promotions de Techniciens Supérieurs à Assistant. Alors que la CAD avait formulé des avis favorables aux 5 propositions supplémentaires présentées, seules quatre d'entre elles ont, par la suite, été validées. Restait en suspend la proposition concernant Gilbert Devinaz, affecté au CRIR de Lyon. Cette proposition, dont le traitement a été « chaotique », n'était toujours pas validée à la mi-novembre.

Le traitement de ce dossier montre, qu'à l'évidence, les rôles de chacun des intervenants, s'ils ont été clairement définis, n'ont, pour le moins, pas été totalement intégrés. Sans doute serait-il utile qu'un rappel du circuit décisionnel soit réalisé.

II – Propositions de promotion

Si, chaque année, quelques promotions de la catégorie B Fonction Publique à la catégorie A sont possibles, bien qu'en nombre inférieur aux possibilités offertes, sauf erreur de notre part, aucune proposition de passage de la catégorie C Fonction Publique à la catégorie B ne sera examinée. Pourtant, la situation de quelques agents, notamment d'Agents Administratifs, classés au 12ème échelon de la classe A (5 agents concernés sur une population de 9), et pour certains, bloqués à cet échelon depuis plusieurs années, devrait pouvoir faire l'objet de propositions de promotion.

Faute de trouver une solution satisfaisante, certains services renoncent à présenter de nouvelles propositions. Nous ne pouvons que regretter cette situation. Aussi, nous demandons à l'administration de bien vouloir examiner toute proposition qui permettrait à ces agents de voir leur situation évoluer et de répondre favorablement aux propositions formulées par les services. Dans la Fonction Publique une réflexion est engagée pour permettre de lever ce type de blocage, en créant, notamment, un échelon supplémentaire. Faute de pouvoir promouvoir ces agents, une solution intermédiaire pourrait, au moins, répondre aux attentes légitimes d'agents dont les mérites sont signalés.

Sur ce point, plus généralement, nous souhaitons vivement que les postes de catégorie B ouverts à la promotion puissent faire l'objet de propositions. Pour mémoire, il ne reste que 17 agents de catégorie C parmi la population de PNT CETE, en plus des 5 Agents Administratifs, un seul OAM de classe F et trois techniciens C pourraient prétendre à un changement de catégorie Fonction Publique.

Pour ce qui concerne le passage à la catégorie A Fonction Publique, les Agents Administratifs qui, tout au long de leur carrière, subissent un décalage entre leur grille d'indice et celle des TS (ex. une embauche à Bac+2 se traduisait par un classement à l'échelon 1 de la classe C d'Agent Administratif – indice 373 pour un classement à l'échelon 1 de la classe B de TS – indice 411, ouvrant une possibilité d'évolution dans deux classes pour les premiers (classes C et D – indices fixés) et trois classes pour les seconds (B, C et D – indices non fixés pour cette dernière classe). Si les passages de Technicien Supérieur à Assistant semblent réalisables, il semble que les conditions du passage d'Agent Administratif à Cadre Administratif réduisent cette possibilité. Nous vous demandons d'être vigilants à ce que les conditions de ces promotions soient rendues possibles par, notamment, l'ouverture des postes nécessaires. A ce propos, nous nous permettons de vous alerter sur la situation d'un agent administratif dont l'évolution de la carrière s'est arrêtée en janvier 2006 ! L'objectif de cette demande n'est pas de contourner le règlement du 14 mai 1973 pour lequel il est un peu tard pour demander sa révision, mais bien de mettre tout en oeuvre pour que soient reconnues les compétences administratives et l'expérience de ces agents.

Nous vous demandons également que puisse être examinée avec attention la situation des agents dont la durée d'ancienneté dans leur échelon dépasse une durée acceptable. Ainsi, nous souhaitons que soit explicitement justifiée le blocage de la situation de certains d'entre eux, pour un au moins, depuis 2001.

III – Propositions d'avancements « pénalisants »

Alors qu'une disposition particulière a été mise en place pour corriger les effets de promotions dites pénalisantes, rien n'a été mis en place pour corriger les effets, certes limités, de l'accord applicable en 2006. En effet, la mise en oeuvre de ses dispositions conduit, pour certains changements d'échelons, à ne plus respecter les dispositions du règlement du 14 mai 1973 qui stipule que les avancements au-delà du 4ème se traduisent par une augmentation de 5 % de l'indice de base. Ainsi, pour les agents de catégorie C, cela doit, normalement se traduire par un gain de 10 ou 11 points, pour ceux de catégorie B, par un gain de 15 à 21 points et, pour ce ceux de catégorie A, par un gain de 19 à 29 points.

Or pour certains passages d'échelon, ce gain est, depuis 2006, limité à 3 points (passage de TS C9 à TS C10 par exemple) ou 7 à 9 points. Cela ne concerne, et ne concernera plus, que quelques agents, puisque l'essentiel des agents concernés sont de catégorie C alors qu'ils ne représentent qu'un faible % de la population CETE.

Nous vous demandons de bien vouloir envisager une mesure inspirée de celle appliquée aux promotions pénalisantes pour que les propositions d'avancement aient un effet significatif (proche des règles du règlement du 14 mai 1973). sur l'évolution de la carrière et du salaire des agents concernés.

IV – Propositions d'avancement « automatique »

Nous vous avons déjà alertés sur la nécessité d'appliquer avec discernement la règle d'harmonisation des dates d'avancement ou de promotion pour tenir compte, notamment, de l'historique des carrières. Cette souplesse intéresse surtout la gestion des agents nouvellement intégrés à la CAD nationale. Un autre point mérite que cette règle soit modifiée. Le règlement du 14 mai 1973 fixe de manière précise les conditions de changement d'échelon, de classe ou de catégorie, en particulier les rythmes de changement d'échelon normal (dit « à l'ancienneté »), au choix ou au grand choix lorsque ces changements concernent des échelons en-deçà du 4ème échelon.

Ainsi, nous vous demandons d'appliquer les dispositions de l'article 11 du règlement du 14 mai 1973 qui stipule :

- au 1° a) que « le passage à l'échelon immédiatement supérieur nécessite une ancienneté de 2 ans dans l'échelon actuel pour l'accession aux échelons 2 et 3, et de **3 ans pour l'accession à l'échelon 4**. Ces délais s'appliquent aux agents de qualité et de niveau satisfaisants, c'est-à-dire qui rendent de bons services, mais qu'on ne peut classer parmi les meilleurs. **Les agents dont les services rendus seraient insuffisants sans justifier un déclassement ou un licenciement peut se voir imposer un retard à l'avancement d'un an**, renouvelable s'il y a lieu. »
- au 1° b) que « **les très bons éléments** qui rendent nettement plus de services que les agents estimés satisfaisants et qui font preuve de dévouement, de rendement, d'esprit d'initiative et d'un sens des responsabilités supérieurs à la moyenne, **peuvent obtenir un avancement après 1 an ½ pour l'accession aux échelons 2 et 3, et après 2 ans ou 2 ans ½ pour l'accession à l'échelon 4** »
- au 1° c) que « les agents exceptionnels, notamment, quant à leur initiative, leur esprit de responsabilité et leur rendement, peuvent bénéficier d'un avancement après 1 an pour l'accession à l'échelon 2 ou 3, et après 1 an ou 1 an ½ pour l'accession à l'échelon 4. »

Si nous pouvons comprendre les motivations qui vous incitent à harmoniser les dates des avancements, les règles appliquées ne peuvent, en aucun cas, être **contraires au règlement et au détriment des agents**. Aussi, nous vous demandons de reconsidérer les propositions pour les 3 agents concernés par un avancement en-deçà du 4ème échelon.

V – Evolution du GVT

Les propositions formulées par les services dépassent les prévisions d'évolution du GVT. Sur ce point, nous nous permettons de vous rappeler que nul est le besoin de réduire le pourcentage accordé au titre du GVT, la seule diminution de la masse indiciaire suffit à elle même pour réduire le volume de points disponibles. Par ailleurs, les consommations réelles ont très souvent été inférieures au GVT moyen défini. Au cours des dix dernières années, seule l'année 2007 vient démentir cette règle (pour cause de GVT exceptionnel accordé au bénéfice des agents du 8ème CETE).

Si certains avancements, notamment ceux dont la durée est la plus courte, sont mis en jeu à cause d'un trop faible volume de points disponibles, il nous semblerait juste que le GVT 2013 soit un peu augmenté pour permettre de répondre aux attentes des services et des agents. Il serait en effet dommage que des agents paient, aujourd'hui, la non-consommation des points d'hier. Nous demandons qu'un effort soit fait en ce sens en 2013. Nous refusons que soit appliquée une double peine : un pourcentage affaibli appliqué à une masse indiciaire en constante diminution.

Il ne vous aura pas échappé que la modulation du taux de GVT n'a plus les mêmes conséquences financières aujourd'hui, compte tenu de la chute de la masse indiciaire pendant cette même période de dix ans (226 105 points en 2012 contre 1 226 763 en 2002).

Par ailleurs, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir prendre compte, pour l'année 2014, que seuls les avancements du 1er au 4ème échelon sont automatiques ; que les autres propositions d'avancement ou de promotion sont des mesures discrétionnaires. Ainsi, nous vous demandons, même s'il s'agit d'une simple écriture, de corriger votre note en ce sens. Seule la notion de GVT maximale semble avoir aujourd'hui un sens.

VI – Dossiers en cours

Lors de la CAD 2012, l'annonce de la correction de la valeur du point d'indice CETE semblait imminente. Si, depuis, le ministère n'a eu de cesse d'écrire que le paiement des rappels dus au titre de l'affaire dite « troncature », était imminent, il faut bien avouer qu'aujourd'hui nous en sommes au même point ou presque.

Concrètement, peu d'agents, pour ne pas dire aucun, n'a reçu les rappels dont le paiement serait en cours. Dans certains services, ce paiement a été annoncé pour février, puis reporté à mars pour cause « d'erreurs ». Or, même dans ces cas, aucun paiement n'a été réalisé. Malgré les courriers adressés, au titre de la CGT, par le secrétaire général de l'USSER (le dernier en date du 4 février dernier), aucune réponse n'a été apportée aux questions posées. Nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer les instructions qui ont effectivement été transmises aux différents services pour que ces mesures soient mises en oeuvre. L'information nous a été donnée selon laquelle le service MGS3 aurait transmis des fiches individualisées des rappels à payer. Nous connaissons les difficultés des services supports de notre ministère et nous nous interrogeons sur l'opportunité d'une telle méthode.

Par ailleurs, il ne semble pas non plus que l'officialisation de la nouvelle valeur du point établie à 5,039775 (valeur calculée sur la base de vos instructions du 28 décembre 2012) n'ait été suivie d'aucune application. Nous vous demandons, à l'occasion de cette CAD, de bien vouloir transmettre à l'ensemble des services cette note pour application.

Nous profitons de ce courrier pour confirmer la demande adressée à M. Ronald Davies en février (cf. courrier joint).

Nous espérons que ces questions trouveront réponses à l'occasion de la réunion du 11 avril prochain et que des pistes de réflexion seront ouvertes pour celles dont les réponses seraient différées.

Pour les élus à la CAD nationale PNT CETE

Elisabeth SEIGNEUR.